

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1912.

Interdiction aux fonctionnaires des administrations publiques de s'occuper de commerce ou d'industrie.

(Pétition de MM. Bruggeman et Hendericx, président et secrétaire de la « Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique », à Gand, présentée le 14 novembre 1911, n° 4296A).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE L'INDUSTRIE, (1) PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

La Commission de l'industrie a reçu communication de la pétition suivante, adressée à la Chambre par la *Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique* :

LIGUE NATIONALE DES EMPLOYÉS ET VOYAGEURS DE BELGIQUE.

Gand, le 24 juillet 1911.

A Messieurs les président et membres de la chambre des représentants.

MESSIEURS,

Les employés des différentes catégories du commerce et de l'industrie, affiliés à la Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique, se sont émus à juste titre de la concurrence qui leur est faite par des fonctionnaires

(1) La Commission permanente de l'Industrie est composée de MM. de Winter, *président*, Dallemagne, *vice-président*, Maenhaut, *secrétaire*, Bôval, de Menten de Horne, Donnay, Duquesne, Fléchet, Goethals (Émile), Hubin, Royers, Van Reeth, Verhaegen, Versteylen.

des administrations publiques, tant communales que provinciales et de l'État.

La question du cumul exercé par les fonctionnaires publics a été discutée par le conseil général de la Ligue en sa séance du 13 novembre 1910; les délégués étaient unanimes à stigmatiser les abus sans cesse plus nombreux qui se pratiquent, et ils ont décidé de vous adresser la présente requête afin de vous exposer la situation faite aux travailleurs intellectuels.

Cette situation, d'ailleurs, n'est déjà que trop précaire; le niveau des appointements ne suit aucunement l'augmentation du coût de la vie. La femme employée est venue présenter sur le marché du travail sa collaboration à un taux dérisoire et a contribué à augmenter les difficultés de l'existence.

Cette situation pénible s'est aggravée par le cumul que les fonctionnaires de tous rangs entendent exercer sur une grande échelle; d'aucuns même se faisant prématurément pensionner pour disputer, dans le domaine de l'activité privée, la part de travail qui devrait logiquement rester réservée à ceux qui n'ont à compter pour vivre que sur leurs seuls moyens et leur propre initiative.

Il est à remarquer que la sécurité de l'existence est très aléatoire pour l'employé privé dont le travail est tributaire du hasard des affaires; et tandis que l'employé paye patente et qu'il attend toujours le vote de la loi sur le contrat du travail, il voit son gagne-pain mis en péril par la concurrence qui lui est faite par les employés d'administrations publiques.

Ceux-ci, par leur position principale, sont déjà favorisés sous bien des rapports.

En effet :

- 1° Ils jouissent de la stabilité d'emploi qui leur est garantie par la loi;
- 2° Ils n'ont pas à craindre le chômage pour cause de maladie, leur traitement leur étant assuré dans ce cas;
- 3° Ils bénéficient des services médical et pharmaceutique gratuits qui fonctionnent dans un grand nombre d'administrations;
- 4° Beaucoup d'établissements officiels d'instruction leur accordent des réductions sur l'écolage de leurs enfants;
- 5° Ils sont exonérés de la patente;
- 6° Il leur est servi une pension de vieillesse dont la grande part est payée par tous les contribuables.

D'ailleurs, de par leurs fonctions, ils se trouvent dans une position privilégiée, qui leur permet d'exercer une influence positive sur les personnes qui sont obligées d'avoir recours à leurs services.

C'est l'emploi abusif de cette influence qui constitue le grief dont nous nous plaignons.

Ainsi, des fonctionnaires occupent l'emploi de comptable, de commis aux écritures dans les maisons de commerce ou bien se chargent d'agences et de représentations industrielles, parfois directement en rapport avec leurs attributions administratives.

Il est indiscutable que celui qui s'occupe simultanément de plus d'un travail est amené fatalement à négliger l'une ou l'autre de ces occupations;

l'expérience a démontré que c'est l'emploi principal, stable, qui est négligé.

Nous estimons, Messieurs, que cette situation aussi inique que désastreuse, ne doit pas durer plus longtemps et nous venons vous prier de vouloir prendre les mesures législatives destinées à mettre fin aux abus que nous venons de vous signaler.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire,

E. HENDRIX.

Le Président,

A. BRUGGEMAN.

* * *

Avant de se prononcer, la Commission de l'industrie a tenu à prendre l'avis des chefs des départements où il semblait que certains cumuls fussent plus à craindre qu'ailleurs, à cause du nombre et du caractère des fonctionnaires.

Elle a, en conséquence, soumis le texte de la pétition à messieurs les ministres de l'agriculture et des travaux publics, des chemins de fer, postes et télégraphes et de l'intérieur, en priant ces hauts fonctionnaires de lui faire connaître si le cumul, dénoncé par les pétitionnaires, existe, chez certains employés de leurs départements respectifs, dans une mesure susceptible de porter atteinte aux intérêts bien compris des pétitionnaires.

Voici les réponses reçues :

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Bruxelles, le 17 février 1912.

A Monsieur J. de Winter, président de la commission de l'industrie, à la chambre des représentants.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En réponse à votre lettre du 25 janvier dernier, relative à une enquête de la Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le règlement organique de mon département interdit aux fonctionnaires et employés d'exercer aucune profession lucrative, de faire, soit par eux-mêmes, soit sous le nom de leur femme ou de toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce ou de participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel.

Le ministre peut, toutefois, lever ces interdictions.

Aucune plainte émanant soit de l'administration, soit de particuliers, ne m'a été adressée au sujet de cumuls exercés par des agents de mon département et qui seraient incompatibles avec leurs fonctions ou porteraient atteinte aux intérêts bien compris des employés et voyageurs du commerce et de l'industrie.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre,

A. VAN DE VYVERE.

* * *

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Bruxelles, le 11 avril 1912.

A la Commission de l'industrie.

MESSIEURS,

Ci-joint veuillez trouver les instructions sur les incompatibilités en vigueur dans mon département.

Aux termes de ce règlement, les agents peuvent se livrer, pendant leurs heures de loisir, à certaines occupations qui ne constituent pas à proprement parler une profession, telles, par exemple, que travaux d'écritures, tenue de livres de comptabilité, etc.

Il ne semble pas qu'il soit utile de rien changer à cet égard. En fait, du reste, cette faculté, qui leur permet d'augmenter les faibles ressources de leur famille, par des moyens fort louables, est très utile aussi aux petits patrons qui ne pourraient rémunérer des employés exclusivement occupés chez eux.

Toutefois, il est absolument interdit aux fonctionnaires et agents de se livrer à des travaux de comptabilité et de correspondance, etc., pour le compte de personnes ayant des relations avec l'administration et des intérêts contraires aux siens.

Mon département s'est toujours appliqué à réprimer les abus qui porteraient atteinte aux intérêts du commerce ou de l'industrie.

La présente fait suite à votre apostille du 25 janvier dernier par laquelle vous m'avez transmis la copie d'une pétition adressée à MM. les président et membres de la Chambre des représentants par la Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique.

· Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le ministre,

Le secrétaire général,

GÉRARD.

ANNEXE.

ADMINISTRATION DES TÉLÉGRAPHES.

Ordre de service applicable au personnel de tout le département.

Personnel. — Incompatibilité.

Le 10 avril 1909.

En exécution d'une décision ministérielle, les dispositions réglementaires relatives aux incompatibilités sont complétées et codifiées comme il suit :

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, employés et ouvriers en activité de service ne peuvent gérer simultanément aucun autre emploi rétribué par l'État, les provinces, les communes, les administrations publiques ou privées.

Il leur est interdit d'accepter aucun mandat électif, d'exercer aucune profession lucrative, de faire, soit par eux-mêmes, soit au nom de leur épouse ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce et de participer comme *administrateur*, *commissaire*, etc., à la *direction*, à l'*administration* ou à la *surveillance* de toute société, établissement industriel ou commercial.

Le ministre peut, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction (art. 5).

ART. 2. — Les dispositions relatives aux incompatibilités sont applicables aux fonctionnaires et agents nommés par arrêté « en disponibilité *par motif de santé* », ainsi qu'aux ouvriers en disponibilité (1).

Toutefois, les ouvriers en disponibilité, peuvent s'occuper dans l'industrie privée, à la condition de rentrer en service dès qu'un emploi en rapport avec leur état physique peut leur être confié.

II. — INTERDICTIONS ABSOLUES.

ART. 3. — *L'interdiction est absolue en ce qui concerne :*

1° *L'exercice d'un mandat électif.*

Cette interdiction ne s'applique pas, toutefois, aux mandats électifs n'ayant pas un caractère politique (art. 13, 1°) ;

2° *L'exercice des fonctions de secrétaire communal ;*

3° *La tenue des livres de comptabilité, de la correspondance, etc., de personnes ayant des relations avec l'administration et des intérêts contraires aux siens.*

Ce genre de cumul est interdit par le Code pénal (art. 245) et l'agent qui l'exercerait, à l'insu de l'administration, se rendrait passible des peines prévues par la loi (2) ;

(1) On entend par « ouvriers en disponibilité » ceux qui ne peuvent être admis à la retraite parce que, de l'avis de la commission administrative de la caisse des ouvriers, ils sont encore jugés aptes à assurer un service léger ou en rapport avec leur état physique et qui ne peuvent être utilisés dans ces conditions à défaut d'emploi vacant dans le cadre permanent (voir 1^{er} § de l'ordre de service n° 4, de 1904).

(2) C. P. — ART. 245. — Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui, soit directement, soit par interposition de personnes ou par actes simulés, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance ou qui, ayant mission d'ordonnancer le paiement ou de faire la liquidation d'une affaire, y aura pris un intérêt quelconque, sera puni d'un emprisonne-

4° *La participation à des installations électriques pour compte de particuliers ;*

5° *Les entreprises pour compte de particuliers et notamment la surveillance et la direction de travaux de construction.*

Cette interdiction vise spécialement les fonctionnaires et agents du service des bâtiments, y compris les agents temporaires ou permanents employés à des travaux de dessin ;

6° *La coopération aux opérations de paris aux courses de chevaux, etc. ;*

7° *La vente de boissons (bières, vins ou spiritueux) en gros, demi-gros, au litre, à la bouteille ou au verre (1), soit pour compte personnel, soit pour compte de tiers ou de sociétés, y compris les sociétés coopératives ;*

8° *L'exercice ou la gérance d'un commerce quelconque, pour compte personnel, pour compte de tiers ou de sociétés, y compris les sociétés coopératives, par les agents dont le grade ou la position comporte l'exercice même éventuel, d'une autorité ou d'une influence sur d'autres (2).*

Cette interdiction est applicable aux agents qui, avant d'être pourvus du grade ou de la position comportant une autorité, avaient obtenu l'autorisation de tenir commerce, c'est-à-dire que cette autorisation doit être considérée comme étant retirée par le fait.

Il appartient aux directeurs de service de veiller à ce que cette prescription soit bien observée en cas de promotion ou de changement d'attributions.

Le cas échéant, ils ont à prévenir les intéressés et à signaler la situation dans leurs propositions en indiquant ce qui a été fait en vue de la cessation du commerce ;

9° *L'exercice de toute fonction, profession ou commerce, ainsi que de toute gérance, qui serait de nature à nuire à la considération des agents, à la confiance entière qu'ils doivent inspirer au public, qui exigerait des déplacements de leur part ou qui présenterait un inconvénient quelconque pour la parfaite l'exécution du service.*

ment de trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs, et pourra, en outre, être condamné à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'article 33.

La disposition qui précède ne sera pas applicable à celui qui ne pouvait, en raison des circonstances, favoriser par sa position ses intérêts privés ; et qui aura agi ouvertement.

(1) Cette interdiction ne s'applique pas aux débits de boissons *régulièrement* établis à la date du 30 décembre 1898, sous réserve qu'il n'en résulte ni des réclamations fondées, ni des inconvénients pour le service, qui doivent, le cas échéant, être signalés immédiatement à l'administration.

En cas de transfert dans une autre résidence ou dans un autre local, de débits de boissons *régulièrement* établis, l'autorisation accordée antérieurement reste maintenue pour autant que le débit transféré soit encore dans les conditions qui étaient imposées lors de l'ouverture de l'établissement primitif, et qu'il n'existe pas d'autres raisons pour faire retirer l'autorisation.

(2) Les commerces *régulièrement* établis à la date du 30 décembre 1898 peuvent être maintenus.

Les dispositions du renvoi (2) page 4, sont applicables à ces commerces.

ART. 4. — Les demandes qui tendraient à faire relever un agent d'une des incompatibilités prévues à l'article 3 doivent être rejetées d'office, sans intervention de l'administration centrale.

III. — AUTORISATION D'EXERCER LE COMMERCE, ETC.

ART. — Hors les cas prévus par l'article 3, les agents peuvent être relevés, par le ministre, de l'interdiction établie par l'article 1^{er}.

Toutefois, les autorisations demandées en vue de pouvoir participer comme administrateur, commissaire, etc., à la direction, à l'administration ou à la surveillance de sociétés, d'établissements industriels ou commerciaux, ne sont pas accordées, à moins de raisons spéciales, telles que des raisons de famille, dont l'appréciation est réservée au ministre.

ART. 6. — Les demandes d'autorisation de tenir un commerce, d'exercer une gérance pour compte de tiers ou de sociétés, y compris les sociétés coopératives, etc., doivent être rédigées en termes très explicites et conformément aux indications du formulaire annexé au présent ordre ; elles sont soumises à l'autorité supérieure par la voie hiérarchique.

ART. 7. — Les agents qui ont été relevés de quelque incompatibilité, ne peuvent donner aucune extension à leurs affaires, etc., sans avoir obtenu une nouvelle autorisation.

ART. 8. — Toute infraction aux dispositions des articles 3, § 7^o et 7, résultant soit de l'établissement d'un commerce comportant le débit de boissons, soit de l'adjonction de ce débit à des commerces déjà établis, entraîne le retrait définitif de l'autorisation d'exercer aucune espèce de commerce et peut motiver le déplacement par mesure d'ordre, sans préjudice de mesures disciplinaires (art. 25).

ART. 9. — Afin de prévenir tout prétexte d'ignorance de la part des agents en cause, les chefs immédiats font compléter les demandes d'autorisation de tenir un commerce ou d'exercer une gérance, par la déclaration ci-après :

« Je m'engage à renfermer strictement mes opérations commerciales dans
» les limites qui me seront indiquées par l'autorité supérieure, et à m'abste-
» nir, d'une manière absolue, de vendre des boissons quelconques (bières,
» vins ou spiritueux), en gros, en demi-gros ou en détail, sous peine du
» retrait définitif de l'autorisation qui me serait accordée d'exercer le com-
» merce, ainsi que le déplacement par mesure d'ordre, sans préjudice de
» mesures disciplinaires. »

Cette déclaration est rédigée dans la langue (française, flamande ou allemande) la plus familière aux intéressés.

ART. 10. L'autorisation d'exercer une profession, un commerce, une gérance, etc. est révocable en tout temps et les intéressés ne peuvent s'en prévaloir ni en cas de changement de résidence, ni pour se soustraire à leurs obligations de service.

ART. 11. — Les commerces, gérances, etc., peuvent être transférées dans une autre résidence ou dans un autre local, sans nouvelle autorisation, pour autant qu'ils soient encore dans les conditions qui étaient imposées lors de l'ouverture de l'établissement primitif, et qu'il n'existe pas d'autres raisons pour faire retirer l'autorisation.

ART. 12. Les agents sont tenus d'aviser l'administration de la cessation du commerce ou des fonctions spéciales qu'ils ont été autorisés à exercer.

IV. DISPENSE D'AUTORISATION.

ART. 13. — Les agents n'ont pas à solliciter d'autorisation :

1° *Pour exercer des mandats électifs n'ayant pas un caractère politique* (art. 3, § 1°);

2° *Pour se livrer à certaines occupations qui ne constituent pas à proprement parler une profession*, telles, par exemple, la tenue des livres de comptabilité, en dehors des heures de service, pour autant qu'il ne s'agisse point de personnes ayant des relations avec l'administration et des intérêts contraires aux siens (art. 3, § 3°).

Toutefois, la coopération, en dehors des heures de service, à des travaux de dessin ou à l'élaboration de plans et devis, notamment par les fonctionnaires et agents, temporaires ou permanents, des services techniques, est subordonnée à l'assentiment préalable de l'autorité supérieure, si elle ne tombe pas sous l'interdiction absolue prévue par l'article 3, §§ 4° et 5°).

ART. 14. — L'exercice d'une profession par les membres de la famille des agents de l'administration, habitant sous le même toit, n'est pas non plus subordonné à une autorisation, si cette profession ne comporte pas d'acte de commerce de nature à rendre pareille autorisation nécessaire (art. 16).

V. — COHABITATION D'AGENTS AVEC DES PERSONNES DE LEUR FAMILLE EXERÇANT LE COMMERCE.

ART. 15. — Il est interdit aux agents mariés d'habiter avec des personnes de leur famille ou de la famille de leur femme, tenant un débit de boissons (1) (art. 3, § 7°).

(1) Les agents qui, antérieurement au mois de juillet 1897, habitaient avec des parents cabaretiers, peuvent continuer à le faire, mais à la condition expresse de s'abstenir de toute ingérence dans l'exploitation du débit et d'écarter d'une manière absolue leur femme et leurs enfants du local où ce débit s'exerce.

Il va de soi que l'exception qui, dans un esprit bienveillant, a été consentie en faveur des situations existantes, serait immédiatement retirée en cas de réclamation fondée, eu s'il en résultait un inconvénient quelconque pour le service.

Par débits de boissons, il faut entendre non seulement les cabarets, cafés, etc., mais aussi les maisons de commerce, telles que les épiceries, qui s'occupent — même accessoirement — de la vente des bières, vins et spiritueux en gros, en demi-gros ou en détail.

ART. 16. — Il est loisible aux agents de vivre en communauté d'habitation avec leurs enfants, *majeurs* ou *mineurs émancipés* AGÉS DE DIX-HUIT ANS accomplis ou avec d'autres membres de leur famille exerçant un commerce *autre que celui de boissons*.

Cette faculté est toutefois subordonnée, sous peine de retrait immédiat, à la condition expresse que ni les agents ni leur femme n'interviennent en aucune façon dans le négoce, à moins qu'ils n'aient obtenu l'autorisation nécessaire.

ART. 17. — Il arrive que des agents logés dans un bâtiment de l'État ou recevant une indemnité de loyer, désirent être autorisés à loger chez eux des membres de leur famille exerçant une profession libérale.

Cette matière ne se prêtant pas à une réglementation stricte, les fonctionnaires et agents en cause, ont, dans chaque cas, à se mettre en règle, en exposant leur situation dans une requête à soumettre pour décision, par la voie hiérarchique, au chef du département.

VI. — LOCATION DE CHAMBRES, D'APPARTEMENTS, PENSIONS.

ART. 18. — Il est loisible aux agents qui ne sont pas logés dans un bâtiment appartenant à l'administration ou loué par elle, de sous-louer une partie des habitations qu'ils occupent.

Toutefois, dans l'intérêt de la discipline, il est interdit de loger des subordonnés ou des supérieurs et, réciproquement, de prendre logement chez des supérieurs ou des inférieurs.

ART. 19. — Les agents qui tiennent des pensionnaires sont assimilés aux restaurateurs, c'est-à-dire qu'ils sont considérés comme commerçants, et ils doivent, conséquemment, solliciter l'autorisation prévue par les articles 5 et 6 du présent ordre ; les dispositions de l'article 18 leur sont applicables.

VII. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

ART. 20. — Les agents ont le droit de constituer des sociétés coopératives de consommation ; il ne peut être apporté d'entrave à l'exercice de ce droit.

ART. 21. — Il est préférable, toutefois, que ces associations s'établissent entre agents de l'État.

Il faut en outre :

1° Que les sociétés coopératives s'interdisent tout acte de commerce, c'est-à-dire toute vente à des personnes non affiliées ;

2° Que les fonctionnaires et agents exerçant une autorité sur le personnel s'abstiennent de toute intervention pouvant avoir le caractère d'une pression quelconque ;

3° Que les agents faisant partie des comités ne s'occupent des affaires des sociétés, qu'en dehors du temps réservé au service de l'administration ;

4° Que les affiliés se gardent d'accorder ou de procurer aux sociétés, dans les rapports de celles-ci avec l'administration, des facilités ou des avantages spéciaux.

Ces recommandations doivent être observées d'une manière rigoureuse ; toute contravention ou tout autre manquement donne lieu à des mesures sévères.

ART. 22. — Les agents qui coopèrent à la gestion des sociétés dont tous les membres appartiennent au département, n'ont pas à solliciter d'autorisation à cette fin.

S'il s'agit de sociétés mixtes, c'est-à-dire auxquelles sont également affiliées des personnes étrangères au département, l'article 1^{er} du présent ordre devient applicable, de sorte qu'il est interdit au personnel de participer à la gestion de ces sociétés, à moins d'en avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du ministre.

Un exemplaire, mis à jour, des statuts de la société doit toujours accompagner la demande d'autorisation.

VIII. — AGENTS PROVISOIRES, A L'ESSAI OU TEMPORAIRES.

ART. 23. — Les agents provisoires, à l'essai ou temporaires ne sont pas soumis aux règles relatives aux incompatibilités, sauf en ce qui concerne les interdictions mentionnées ci-après :

— L'exercice des fonctions, des professions, des commerces ou des gérances qui seraient de nature à nuire à la considération des agents, à la confiance entière qu'ils doivent inspirer au public ou qui présenteraient un inconvénient quelconque pour la parfaite exécution du service ou pour tout autre motif ;

— L'exercice de mandats électifs ayant un caractère politique ;

— L'exercice des fonctions de secrétaire communal ;

— La tenue des livres de comptabilité, la rédaction de la correspondance, etc., de personnes ayant des relations avec l'administration et des intérêts contraires aux siens ;

— Les entreprises pour compte de particuliers et notamment la surveillance et la direction de travaux de construction ;

— Les installations électriques pour compte de tiers ;

— La coopération aux opérations de paris aux courses de chevaux, etc. ;

— La coopération, en dehors des heures de service, à des travaux de dessin ou à l'élaboration de plans et de devis, à moins d'une autorisation préalable de l'autorité supérieure et pour autant qu'elle ne tombe pas sous l'application de l'interdiction absolue prévue ci-dessus.

Sauf les restrictions qui viennent d'être mentionnées, la situation des agents provisoires, à l'essai ou temporaires au point de vue des incompatibilités, n'est régularisée qu'au moment de leur admission définitive dans les cadres (1).

(1) Les agents qui ont enfreint ces dispositions non encore édictées ne devront pas être inquiétés de ce chef, mais ils devront résigner immédiatement les mandats électifs qu'ils détiennent.

Les interdictions susdites ne sont pas applicables aux ouvriers recrutés en dehors des listes d'inscription pour faire face à des travaux extraordinaires ou intermittents.

IX. — MESURES DE SURVEILLANCE ET DE RÉPRESSION.

ART. 24. — Les directeurs de service et des chefs immédiats ont à prendre toutes les mesures de surveillance qu'ils jugent opportunes, afin de s'assurer notamment, que les agents soumis à leur autorité, s'abstiennent rigoureusement de tout commerce de boissons ; ils peuvent se faire produire, dans ce but, les feuilles de contributions de leurs subordonnés.

ART. 25. — Les agents qui transgressent les dispositions du présent ordre, s'exposent à être mis en demeure d'opter entre leur position administrative et le maintien de leur commerce, de leur gérance, etc., indépendamment de mesures disciplinaires très sévères à prendre à leur charge.

ART. 26. — Est abrogé l'ordre de service n° 30 de 1898.

Mention de cette abrogation sera inscrite sur cette instruction, avec rappel du numéro et de la date du présent ordre.

La direction générale,

J. BANNEUX.

Annexe à l'ordre de service n° 6 de 1909.

Formulaire de demande pour être relevé des incompatibilités.

(A dresser sur papier libre).

A Monsieur le ministre des chemins de fer, postes et télégraphes.

« Le soussigné (nom, prénoms, grade, bureau de service), de résidence
 » à, a l'honneur de solliciter la faveur
 » d'être relevé des incompatibilités déterminées par l'ordre de service n° 6
 » de 1909, à l'effet de pouvoir établir sous son nom (où il s'agit d'une
 » personne interposée) sous le nom de
 » Spécifier ici d'une manière très précise et détaillée le genre de commerce,
 » d'industrie, etc. S'il s'agit de fonctions gratuites ou d'un emploi salarié,
 » dire : à l'effet de pouvoir accepter ou exercer
 » Compléter en déterminant la nature des fonctions ou de l'emploi, ainsi
 » que la localité où ils doivent s'exercer et à quelles heures. »

Les demandes d'autorisation de tenir un commerce doivent en outre porter la déclaration ci-après, dans la langue (française, flamande ou allemande) la plus familière aux intéressés :

« Je m'engage à renfermer strictement mes opérations commerciales
 » dans les limites qui me seront indiquées par l'autorité supérieure et à

» m'abstenir, d'une manière absolue, de vendre des bières, vins ou spiritueux en gros, en demi-gros ou en détail, sous peine de retrait définitif de l'autorisation qui me serait accordée d'exercer le commerce, et de déplacement par mesure d'ordre, sans préjudice d'autres mesures disciplinaires. »

« (Signature du requérant). »

Avis ou observations du chef immédiat et du directeur de service.

*
* *

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Bruxelles, le 1^{er} février 1912.

A Monsieur le président de la commission de l'industrie de la chambre des représentants.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 25 janvier dernier, relative à une pétition de la Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique, qui se plaint de la concurrence faite aux employés des différentes catégories du commerce et de l'industrie par les fonctionnaires des administrations publiques.

A ma connaissance, en ce qui concerne mon département, les cumuls dont se plaignent les pétitionnaires n'existent pas dans une mesure qui puisse porter atteinte aux intérêts bien compris de ces derniers et, dès lors, aucune initiative ne me paraît devoir être prise pour le moment.

Agréé, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre,

PAUL BERRYER.

*
* *

Au fond, ces réponses concordent.

Dans l'idée de la Commission de l'industrie, le principe, tant pour l'Etat, que pour la province et pour la commune, doit être celui que rappelle M. le ministre de l'agriculture et des travaux publics : « interdiction aux fonctionnaires et employés d'exercer aucune profession lucrative; de faire, soit par eux-mêmes, soit sous le nom de leur femme ou de toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce ou de participation à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel. »

A côté du principe, il faut que, dans l'application, il puisse être tenu compte des circonstances personnelles, locales, accidentelles, de nature à faire fléchir la rigidité de la règle dans certains cas.

Le chef du département ministériel, pour les fonctionnaires de l'Etat, — la députation permanente pour les fonctionnaires provinciaux, — le collège échevinal pour les fonctionnaires communaux, doivent pouvoir, dans chaque cas, lever ces interdictions, sous leur responsabilité.

La Commission de l'industrie a été unanime à émettre cet avis.

Le Rapporteur,

A. VERHAEGEN.

Le Président,

JEAN DE WINTER.

ANNEXES.

Anvers, le 31 janvier 1812.

*A M. Verhaegen, membre de la Commission de l'industrie de la
chambre des représentants, à Bruxelles.*

MONSIEUR,

La Ligue des employés et voyageurs de Belgique, lors du congrès, tenu en septembre dernier, à Charleroi, avait porté à son ordre du jour le point : « Le cumul des fonctionnaires ».

Ce point a été particulièrement débattu par nos délégués, par suite de l'étude qu'ils en avaient faite durant les dernières années et des rapports qu'ils en avaient dressés.

Les congressistes avaient donc demandé aux autorités qu'une loi interdit aux fonctionnaires de s'occuper de *commerce* ou d'*industrie*.

Nous apprenons que la Commission de l'industrie de la Chambre a examiné ces justes revendications et qu'elle vous a chargé, au préalable, de vous informer auprès des divers ministres de contrôler les abus qui pourraient exister.

Croyant faire œuvre utile, notre association vous fait parvenir sous pli le rapport circonstancié relatif à cette question, et qui vous permettra de distinguer, plus particulièrement, les différentes catégories de fonctionnaires, qui se rendent coupables de « cumul » à notre détriment !

Le compte rendu analytique du congrès de Charleroi n'ayant pas encore paru, nous regrettons de ne pouvoir le joindre à la présente ; toutefois, nous vous le ferons parvenir dès que nous le recevrons, et nous nous tenons à votre disposition pour tous les renseignements dont vous pourriez avoir besoin sur cette question.

Agréez, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

Pour *Unitas* :*Le secrétaire,*

Ch. ASPESLAGH.

Le président,

P. VANDERAA.

La question cumul.

Cette question étant d'un intérêt capital pour les employés de commerce, nous croyons faire œuvre utile en publiant ici « in extenso » le rapport détaillé que notre délégué, M. Ch. Aspeslagh, a présenté au congrès de la Ligue, tenu à Charleroi les 17 et 18 septembre dernier.

En dénonçant ouvertement les abus, nous avons mis le doigt sur une plaie sociale, un cancer qui semble inguérissable et qui sévit à tel point qu'une grande partie des ressources, que nous sommes en droit de prétendre devoir nous revenir, est enlevée par les cumulards de tout acabit. Ceux-ci abusent de leurs situations privilégiées pour nous enlever impunément à nous, les employés du commerce et de l'industrie, des places de comptable, des travaux d'écritures pour maisons de commerce, d'assurances, d'entreprises de bâtiments, de vins, de charbons, des représentations pour la fourniture de la voirie, de carrières, mines de charbons, etc., etc., en un mot notre travail, notre gagne-pain, la nourriture de nos familles. En effet, luttant à armes inégales, nous sommes tous à la merci de tel ou tel employé ou fonctionnaire public, auquel il prend envie un jour ou autre de venir marauder sur le champ de notre activité sociale. Voilà plus de quinze ans que nous combattons, que nous dressons des rapports, tenons des réunions et que nous exigeons des enquêtes administratives qui, faites dans l'armée et les administrations civiles, prouveraient :

Que nombre d'employés militaires en activité de service, et, d'autres, civils, travaillent dans les bureaux de compagnies d'assurances et de banques notamment, ainsi que dans des maisons de commerce.

Que, depuis la reprise de notre colonie africaine, nombre d'officiers se sont fait pensionner prématurément, afin de devenir employé civil dans une des sociétés coloniales qui se sont fondées depuis.

Que des employés communaux font des travaux de bureaux dans les maisons de commerce ou sont représentants ou agents de maisons industrielles.

Que des instituteurs font fonction de comptables.

Qu'il en est de même dans la généralité des bureaux des services publics.

En outre : que de nombreuses places dans les maisons de banques, assurances et autres sont occupées par des personnes ayant été attachées comme fonctionnaires ou employés à l'État, à la commune ou autres services publics et qui se sont fait prématurément pensionner.

Il appert que les abus sont quasiment généraux, que non seulement ces messieurs abusent en cherchant des emplois auxiliaires au détriment des employés et voyageurs, mais se présentent comme représentants de commerce; il est déjà arrivé que des employés fournissent des matériaux, fournitures ou marchandises aux administrations publiques, où ils étaient en fonctions, ce qui est défendu par la loi.

Faut-il répéter encore (le crier serait mieux) que cette situation est hautement préjudiciable aux négociants, industriels, boutiquiers et surtout à nous, employés ou voyageurs de commerce et d'industrie, que nous nous voyons remplacés à droite et à gauche, au rabais, par des gens jouissant par ailleurs

d'émoluments parfois élevés et exonérés, de par leurs fonctions officielles, de la patente grevant notre labeur.

Malgré toutes nos protestations et requêtes adressées à nos représentants, aux pouvoirs publics, aux ministres et au roi même, l'armée des cumulards ne fait que gagner en nombre de jour en jour et tend à embrasser toutes les branches de l'activité commerciale et industrielle de la population !!!

Et qu'on ne dise pas, comme on l'a déjà fait, que l'on doit « réserver son opinion concernant les cas qui se sont produits à Anvers ; que cette ville, en toutes ses parties, possède une mentalité spéciale, etc. » Les cas qui se sont présentés à Anvers se présentent partout, mais naturellement sur une plus grande échelle dans les grandes villes commerciales, dans les grands centres industriels et à l'armée.

D'ailleurs, lors des discussions qui ont eu lieu à ce sujet au sein du conseil général de la ligue, des membres de province ont fait part aux collègues présents que le cumul sévissait aussi à Charleroi, Bruxelles, Schaerbeek, Laeken, même à Borgerhout et à plus d'une reprise nous avons reçu à Unitas des félicitations pour notre attitude, tant de l'intérieur du pays que de la ville ! Nous avons également fait observer que le cumul se pratique entre employés administratifs et que tel chef de bureau remplit un ou aussi plusieurs emplois de secrétaire de commissions quelconques.

A ces mêmes débats nous avons appris par le représentant de la fédération nationale des employés communaux, que ces derniers se sont rebellés contre les prétentions saugrenues contenues dans l'arrêté de la députation permanente d'Anvers ; qu'ils veulent se soumettre à toute interdiction de cumul, mais avec entente que les traitements seront portés à un taux qui leur permette de vivre sans devoir rechercher des emplois auxiliaires, et que *l'interdiction du cumul ne peut être prononcée sans une augmentation suffisante des émoluments !*

D'un autre côté, un groupe d'employés subalternes d'administration, après avoir justifié le cumul auquel il se livre, exprime ses regrets de voir les employés civils s'attaquer à des « collègues malheureux ». Ces messieurs nous permettront cependant de leur faire remarquer que les situations qu'ils signalent comme intenable et précaires, seraient acceptées avec reconnaissance par beaucoup des nôtres : en effet, ils ne sont pas rares, les employés et voyageurs de commerce et d'industrie qui, après dix ans de métier et tout en ayant une solide instruction moyenne et un bagage professionnel très étendu, ne gagnent pas des 150 francs et 200 francs et qui sont encore à la merci de toutes fluctuations économiques, des maladies, chômages et autres ! S'ils en doutent, qu'ils se renseignent, nous leur donnerons volontiers toutes indications utiles à cet effet ; ils reconnaîtront aisément qu'au lieu de justifier un « travail digne d'encouragement », ils n'ont fait qu'avouer et expliquer un abus intolérable pour nous, parce que nous en sommes les malheureuses victimes !

L'employé public qui utilise ses loisirs à des occupations rétribuées, empiète sur les droits de l'employé, paria du métier, parce qu'il enlève à ce dernier tout au moins un lambeau de son salaire.

Que les administrations publiques exigent de ceux qui sont à leur service un nombre d'heures de prestation plus élevé et les paient à l'avenant, rien de plus équitable, ni de plus rationnel, mais d'autre part qu'elles défendent formellement à leur personnel, tant en activité de service que pensionné prématurément, de se parfaire des émoluments supplémentaires sur le dos et au détriment des contribuables !

Constatons aussi qu'il existe parfois un semblant de défense du « cumul », mais alors celui-ci ne s'applique qu'aux petits employés et aux simples ouvriers des administrations. Le cas de cumul d'employés de commerce sont rares ; les patrons le verraient d'un mauvais œil et ils ne sont généralement pas si tolérants que les administrations publiques.

Dans le même ordre d'idées, nous pourrions aisément offrir nos services aux administrations pour faire les extras qui se présentent assez souvent, surtout dans les grandes villes, mais nous ne l'avons jamais fait par principe !

D'ailleurs, les cumuls n'ont pas été autorisés, ils ont été tolérés ; il faut que nous en exigions la suppression, quitte aux employés administratifs de soigner leurs intérêts comme ils l'entendent !

Il faut que dans nos conclusions nous disions que :

1° Toute administration publique défende à ses fonctionnaires et employés de s'occuper d'autre besogne que celle pour laquelle cette administration les a engagés, et, que cette administration les paie de façon suffisante pour qu'ils n'aient pas besoin d'offrir leurs services ailleurs pour pouvoir vivre ;

2° En ce qui concerne les pensionnés : d'élaborer un article dans leurs règlements défendant à tout employé administratif, civil et militaire, pensionné prématurément pour motif de santé, de s'occuper de travaux de bureau ou de représentation commerciale ou industrielle.

Si nous avons en Belgique, comme cela existe dans d'autres pays, une juridiction distincte de l'administration, une espèce de tribunal disciplinaire, les administrations, comme les fonctionnaires, y trouveraient des garanties suffisantes ; mais tel n'est pas le cas chez nous. En Belgique, le dernier mot appartient au ministre, qui est, avant tout, un homme politique ! C'est un pouvoir politique qui a le droit de réformer les décisions rendues par les conseils communaux et les députations permanentes, — pouvoirs plutôt administratifs que politiques. Et à quel résultat arrive-t-on ainsi ? On comprend que le Gouvernement annule la révocation d'un employé si elle est prononcée sans raison. On a vu des administrations nouvellement élues mettre de côté tous les employés nommés par leurs prédécesseurs, pour les remplacer par d'autres.

C'était là un abus contre lequel les fonctionnaires et employés communaux ont protesté avec raison, et contre lequel ils sont parvenus à se protéger grâce à la loi sur la stabilité des emplois communaux. Mais dans les cas qui se sont présentés on a constaté que le droit de punir « le cumul » n'est pas méconnu par l'autorité supérieure et en réformant les décisions ou en les annulant par des arrêtés ministériels on sème, comme on l'a très bien dit, l'anarchie dans les administrations en général — et ainsi tout employé « cumulard » puni prendra son recours auprès du pouvoir politique pour

faire réformer les décisions des autorités administratives ! La direction d'une administration d'une grande ville n'est donc pas possible quand il y aura entre le chef élu et l'employé nommé ce manque absolu de subordination qui rend le dernier — ami politique du ministre — en fait indépendant du premier et même son maître !

Ainsi, prenez le cas qui s'est présenté au conseil communal d'Anvers en 1910.

Le conseil communal estime que les employés communaux doivent à l'administration tout leur temps de travail et tous leurs soins.

L'employé, au contraire, prétend être libre de faire la concurrence aux habitants de la ville, à ceux qui, en somme le paient et, à Anvers, le paient très largement ! C'est là une question d'administration et rien que d'administration.

Et le pouvoir public, réformant la décision des autorités locales, déclare qu'à son avis l'employé ne doit pas se soumettre à cette règle purement administrative !!

Ce qui se présente pour cette question, se reproduira pour d'autres. De nombreux exemples pourraient être donnés.

C'est, comme nous le disions, l'anarchie qui est introduite dans tous les services (des communes, des provinces, de l'Etat) parce que les décisions dont il s'agit enlèvent l'autorité à ceux qui ont la responsabilité

Le rapporteur,

CH. ASPESLAGH.

*
* * *

Conclusions « cumul ».

Considérant : Que les employés, voyageurs et représentants du commerce et de l'industrie souffrent dans leurs intérêts matériels, de la concurrence qui leur est faite par les fonctionnaires et employés des administrations publiques,

Attendu : Que lesdits employés administratifs se trouvent dans une situation privilégiée, leur permettant d'enlever impunément, aux employés, voyageurs et représentants du commerce et de l'industrie des places de comptables, des travaux d'écritures, de bureau, des représentations, etc., et cela en se contentant d'un salaire dérisoire.

Vu : Qu'il est indiscutable que celui qui s'occupe simultanément de plus d'un travail est amené fatalement à négliger l'une ou l'autre de ses occupations ; l'expérience a démontré que c'est l'emploi principal, stable, qui est négligé.

Le Congrès émet le vœu :

Que toute administration publique défende à ses fonctionnaires et employés de s'occuper d'autres besognes rétribuées que celle pour laquelle cette administration les a engagés, et que cette administration les paie de façon suffi-

santé, pour qu'ils n'aient pas besoin d'offrir leurs services ailleurs pour pouvoir vivre ;

2. En ce qui concerne les pensionnés ; d'élaborer un article dans leurs règlements, défendant à tout employé administratif civil ou militaire — pensionné prématurément, pour motif de santé — de s'occuper de travaux de bureau ou de représentation commerciale ou industrielle.

Prie le parlement d'intervenir en notre faveur et de voter, sans retard, une loi défendant le cumul aux fonctionnaires et employés des administrations publiques.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1912

Verbod aan de ambtenaren der openbare besturen om zich met handel of nijverheid bezig te houden.

Verzoekschrift van de heeren Bruggeman en Hendericx, voorzitter en schrijver van de « Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique » te Gent, ingezonden den 14^{en} November 1911, n^o 4296A).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE NIJVERHEID (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

De Commissie voor de Nijverheid heeft mededeeling ontvangen van het volgende verzoekschrift, tot de Kamer gericht door de *Ligue nationale des employés et voyageurs de Belgique* (Nationale Bond van bedienden en reizigers in België) :

NATIONALE BOND VAN BEDIENDEN EN REIZIGERS IN BELGIË

Gent, 24 Juli 1911.

*Aan de heeren Voorzitter en Leden van de Kamer der
Volksvertegenwoordigers.*

Mijne Heeren,

De bedienden van de verschillende takken van handel en nijverheid, aangesloten bij den Nationalen Bond van Bedienden en Reizigers in België, zijn

(1) De Bestendige Commissie voor de Nijverheid, voorgezeten door den heer de Winter, bestaat uit de heeren Dallemagne, *ondervoorzitter*, Maenhaut, *secretaris*, Bôval, de Menten de Horne, Donnay, Duquesne, Fléchet, Goethals (Emiel), Hubin, Royers, Van Reeth, Verhaegen, Versteylen.

terecht bekommerd over de concurrentie welke hun aangedaan wordt door ambtenaren van de openbare besturen, zoowel van gemeente als van provincie en Staat.

Het vraagstuk van de bijbetrekkingen, bekleed door de openbare ambtenaren, werd behandeld door den Algemeenen Raad van den Bond, ter vergadering van 13 November 1910; de afgevaardigden laakten eenparig de steeds toenemende misbruiken en besloten u dit verzoekschrift te zenden om u den toestand der intellectueele arbeiders bloot te leggen.

Deze toestand is, overigens, reeds maar al te bedenkelijk; de loonstandaard houdt volstrekt geen gelijken tred met de toenemende levensduurte. De vrouwelijke bediende heeft haren arbeid tegen uiterst lagen prijs aangeboden en de moeilijkheden van het bestaan nog doen toenemen.

De bijbetrekkingen, die de ambtenaren van elken rang nog in groote mate trachten waar te nemen, maken den toestand nog lachelijker; sommigen laten zich zelfs vroegtijdig op pensioen stellen, om in de private nijverheid het aandeel te ontnemen, dat logischerwijze zou moeten voorbehouden blijven voor hen die, om te bestaan, slechts kunnen rekenen op eigen krachten en op eigen initiatief.

Er dient aangemerkt, dat het veilig bestaan zeer onzeker is voor den privaatbediende, wiens arbeid aan de wisselvalligheden der zaken onderworpen is; en terwijl de bediende patent betaalt en nog steeds wacht op de stemming der wet op de arbeidsovereenkomst, brengt de concurrentie, die hem aangedaan wordt door de ambtenaren van openbare besturen, zijne broodwinning in gevaar.

Deze zijn door hunne hoofdbetrekking in vele opzichten begunstigd.

Inderdaad :

- 1^o De wet waarborgt hun de vastheid hunner betrekking;
- 2^o Vrees voor werkloosheid uit hoofde van ziekte behoeven zij niet te hebben, daar hunne wedde hun in dat geval behouden blijft;
- 3^o Talrijke besturen verstrekken hun kosteloos genees- en artseneijkundige hulp;
- 4^o Vele officieele instellingen van onderwijs verleen hun vermindering van schoolgeld voor hunne kinderen;
- 5^o Zij betalen geen patent;
- 6^o Zij hebben een ouderdomspensioen, dat grootendeels door al de belastingsschuldigen betaald wordt.

Daarenboven zijn zij door hun ambt zelf in een bevoorreen toestand, zoodat zij bepaald invloed kunnen uitoefenen op de personen die verplicht zijn hunne diensten in te roepen.

Het misbruiken van dezen invloed geeft ons de grootste reden tot klagen.

Aldus nemen ambtenaren de betrekking waar van boekhouder of klerk in handelshuizen of belasten zij zich met agentschappen of met de vertegenwoordiging van nijverheidsfirma's, welke soms rechtstreeks in betrekking staan met hunne ambtelijke bevoegdheden.

Het is onbetwistbaar dat hij, die zich te gelijker tijd met meer dan één werk bezig houdt, er noodzakelijk toe gebracht wordt, een van deze betrek-

kingen te verwaarloozen; uit de ondervinding is gebleken dat de hoofdbetrekking, die de vaste is, wordt verwaarloosd.

Wij zijn van meening, Mijne Heeren, dat deze zoo onbillijke als onheilsame toestand niet langer mag duren en wij verzoeken U eene wet in te voeren om de door ons bestreden misbruiken te doen ophouden.

Aanvaardt, enz.

De Schrijver,

E. HENDRICKX.

De Voorzitter,

A. BRUGGEMAN.

* * *

Alvorens uitspraak te doen, stelde de Commissie voor de Nijverheid er prijs op, de meening in te winnen van de hoofden derde partementen, waar het uitoefenen van bijbetrekkingen meer dan elders te vreezen was wegens het getal en den aard der ambtenaren.

Zij heeft bijgevolg het verzoekschrift voorgelegd aan de Ministers van Landbouw en Openbare Werken, van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, van Binnenlandsche Zaken, en deze hooge ambtenaren verzoekt haar te melden, of bewuste bijbetrekkingen door sommige beambten van hunne departementen waargenomen worden in zulke mate, dat zij schadelijk zouden kunnen zijn voor de welbegrepen belangen van de verzoekers.

De volgende antwoorden werden ontvangen :

MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN.

Brussel, 17 Februari 1912.

Aan den heer J. de Winter, Voorzitter van de Commissie voor de Nijverheid bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

HEER VOORZITTER,

In antwoord op uwen brief van 23 Januari jongstleden, betreffende een verzoekschrift van den Nationalen Bond van Bedienden en Reizigers in België, heb ik de eer U te melden dat het organiek reglement van mijn Departement aan de ambtenaren en beambten verbiedt, eenige winstgevende betrekking waar te nemen, hetzij zelf, hetzij onder den naam van hunne vrouw of van elken anderen tusschenpersoon eenigen handel te drijven of deel te nemen in het bestuur of in het beheer van eenige maatschappij of nijverheidsinrichting.

De Minister mag echter dit verbod opheffen.

Noch van het Bestuur, noch van particulieren ontving ik eenige klacht over het waarnemen van bijbetrekkingen door beambten van mijn Departement, die onvereenigbaar zouden zijn met hun ambt of schade mochten berokkenen aan de welbegrepen belangen der bedienden en reizigers van den handel en de nijverheid.

Aanvaard, Heer Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister,

A. VAN DE VYVERE.

* * *

MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

Brussel, 11 April 1912.

Aan de Commissie voor de Nijverheid.

MIJNE HEEREN,

Hierbij zijn gevoegd de onderrichtingen over de onvereenigbaarheid van betrekkingen in mijn Departement.

Naar luid van dit reglement mogen de beambten hunne vrije uren besteden aan bezigheden die eigenlijk geen beroep uitmaken, als daar zijn schrijfwerk, boekhouden, enz.

In dit opzicht dient blijkbaar niets te worden gewijzigd. Feitelijk is deze toelating, waarbij zij door loffelijke middelen de geringe inkomsten van hun gezin vermeerderen zeer nuttig voor kleine patroons die geen bedienden, uitsluitend tot hun dienst, kunnen bekostigen.

Het is echter aan ambtenaren en beambten volstrekt verboden, zich bezig te houden met boekhouding en briefwisseling, enz., voor rekening van personen die betrekkingen hebben met het bestuur en wier belangen in strijd zijn met die van het bestuur.

Mijn Departement heeft er zich steeds op toegelegd, de misbruiken te beteugelen, die de belangen van handel of nijverheid zouden kunnen schaden.

Deze dient tot antwoord op uw schrijven van 23 Januari jongstleden, waarbij gij mij het afschrift hebt toegezonden van een verzoekschrift aan de heeren Voorzitter en Leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers door den Nationalen Bond van Bedienden en Reizigers in België.

Aanvaardt, Mijne Heeren, de verzekering mijner hoogachting.

Voor den Minister :

De Secretaris-generaal,

GÉRARD.

BIJLAGE

BEHEER DER TELEGRAFEN

Dienstbevel van toepassing op het personeel van geheel het Departement.

Personeel. — Onvereenigbaarheden.

10 April 1909.

Ingevolge eene ministerieele beschikking, zijn de bepalingen betreffende de onvereenigbaarheid aangevuld en samengevat als volgt :

I. — ALGEMEENE BEPALINGEN.

ARTIKEL 1. — Ambtenaars, beambten en werklieden in werkelijken dienst mogen niet terzelfder tijd een ander ambt waarnemen, dat door Staat, provincie, gemeente, openbare of private besturen wordt bezoldigd.

Het is hun verboden eenig bij verkiezing opgedragen mandaat aan te nemen, eenig winstgevend beroep uit te oefenen, eenigen handel te drijven, hetzij voor zichzelf, hetzij op den naam hunner echtgenoot of door elken anderen tusschenpersoon, en, als *beheerder*, *commissaris*, enz., deel te nemen aan het *bestuur* of het *beheer* van, of wel aan het *toezicht* over om het even welke maatschappij, nijverheids- of handelsinstelling.

De Minister kan, in bijzondere gevallen, ontheffing van dat verbod verleenen (art. 5.)

ART. 2. — De bepalingen betreffende de onvereenigbaarheid zijn toepasselijk op de ambtenaars en bij besluit benoemde bedienden die zich « *voor gezondheidsredenen* in beschikbaarheid » bevinden, alsmede op de in beschikbaarheid gestelde werklieden (1).

De in beschikbaarheid gestelde werklieden mogen, echter, in den handel eene bezigheid aannemen, mits zij weder in dienst treden zoodra hun eene betrekking kan worden toevertrouwd, welke met hunne lichaamsgesteldheid strookt.

(1) « In beschikbaarheid gestelde werklieden » zijn die welke niet kunnen gepensionneerd worden, omdat zij, naar de Beheerraad der Werkliedenkas oordeelt, nog bekwaam zijn een lichten dienst waar te nemen of wel eene betrekking welke met hunne lichaamsgesteldheid strookt, en die, bij gebrek aan eene openstaande plaats in het vast kader, aldus niet kunnen gebezigd worden (zie 1^e § van dienstbevel n° 4 van 1904)

II. — VOLSTREKT VERBOD.

ART. 3. — Het VERBOD gedooft GEENE UITZONDERING, wat betreft :

1^o *De uitoefening van een bij verkiezing opgedragen mandaat.*

Dat verbod geldt echter niet voor kiesmandaten, die niet van staatkundigen aard zijn (art. 13, 1^o);

2^o *De uitoefening van het ambt van gemeente secretaris ;*

3^o *Het boekhouden, het briefwisselen, enz., bij personen die met het Beheer in betrekking staan en wier belangen strijdig mochten zijn met die van het Beheer.*

Dergelijke cumulatie is verboden door het Strafwetboek (art. 245) en de bediende, die ze buiten voorkennis van het Beheer begaat, is strafbaar volgens de wet (1);

4^o *De deelneming aan electrische inrichtingen voor rekening van bijzondere;*

5^o *Aúnemingen voor rekening van particulieren en, inzonderheid, het toezicht over en het bestuur van bouwwerken.*

Dat verbod geldt vooral voor de ambtenaren en bedienden van den dienst der gebouwen, met inbegrip van de tijdelijke of vaste bedienden, die aan teekenwerk gebezigd worden ;

6^o *Het deelnemen aan werkzaamheden betreffende de weddenschap op paardenloop, enz.;*

7^o *Het verkoopen van dranken (bier, wijn of sterken drank) in 't groot, in 't halfgroot, bij den liter, bij de flesch of bij het glas (2), hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van anderen of van maatschappijen, samenwerkende maatschappijen daaronder begrepen ;*

(1) Strafwetboek. — Art. 245. — Alle openbare ambtenaar of beambte, alle persoon met eenen openbaren dienst belast, die, hetzij onmiddellijk, hetzij door tussenstelling van personen of door schijnakten, welke belangen het ook mogen zijn in de akten, toewijzingen, ondernemingen of regieën waarover hij, tijdens de akte, geheel of gedeeltelijk het bestuur of toezicht had, zal hebben genomen of ontvangen, of die, gelast zijnde in eene zaak bevel tot betaling te verleenen of de vereffening te benaastigen, hoedanige belangen ook in dezelve zal genomen hebben, zal gestraft worden met eene gevangenzitting van drie maanden tot twee jaar en met eene geldboete van vijftig tot drie duizend frank, en zal, daarenboven, kunnen verwezen worden tot ontzeg van het recht om openbare ambten of bedieningen te bekleeden, overeenkomstig artikel 33.

De voorgaande bepaling zal niet toepasselijk zijn op hem die, ten aanzien der omstandigheden, zijne bijzondere belangen door zijnen stand niet kon bevoordeelen en die openlijk zal hebben gehandeld.

(2) Dat verbod geldt niet ten opzichte van drankslijterijen die op 30 December 1898 krachtens eene behoorlijke toelating bestonden, mits zij geene aanleiding geven tot gegronde klachten of tot bezwaren voor den dienst, wat, bij voorkomend geval, het Beheer onverwijld ter kennis moet worden gebracht.

Bij overbrenging, naar eene andere verblijfplaats of naar een ander lokaal, van eene krachtens behoorlijke toelating bestaande drankslijterij wordt de vroeger verleende toelating behouden, in zoover de overgebrachte zaak nog gedreven wordt in de voorwaarden, die bij de opening van den eersten handel werden opgelegd, en er geene andere redenen bestaan tot intrekking van de toelating.

8° *Het drijven of waarnemen van eenigen handel*, voor eigen rekening, voor rekening van anderen of van maatschappijen, *samenwerkende maatschappijen* daaronder begrepen, *door bedienden die, wegens hun graad of hunne betrekking, zelfs toevallig, eenig gezag of eenigen invloed op anderen uitoefenen* (1).

Dat verbod geldt ten opzichte van bedienden die, vooraleer zij bekleed werden met den graad of de betrekking waarbij zij eenig gezag uitoefenen, de toelating tot handel drijven hadden verkregen, wil zeggen dat die toelating daardoor alleen als vervallen moet worden beschouwd.

Bij bevordering of verandering van werkzaamheden, letten de dienstbestuurders op de stipte naleving van dat voorschrift.

Bij voorkomend geval, verwittigen zij de belanghebbenden en geven zij, in hunne voorstellen, kennis van den toestand, met opgave van wat gedaan werd tot opheffing van de handelszaak ;

9° *Het uitoefenen van eenig ambt of beroep en het drijven of waarnemen van eenigen handel*, waardoor de *achting, het volle vertrouwen dat de bedienden het publiek moeten inboezemen, zouden kunnen verminderen, waarvoor zij zouden moeten reizen of waardoor eenig bezwaar zou kunnen ontstaan voor de volkomen goede uitvoering van den dienst.*

Arr. 4. — Elke vraag tot opheffing van een der bij artikel 3 voorziene gevallen van onvereenigbaarheid wordt ambtshalve, zonder tusschenkomst van het hoofdbeheer, verworpen.

III. — TOELATING TOT HET DRIJVEN VAN HANDEL, ENZ.

Arr. 5. — Buiten de bij artikel 3 voorziene gevallen, kunnen de bedienden door den Minister ontheven worden van het verbod, gesteld bij artikel 1.

De toelating om als beheerder, commissaris, enz., deel te mogen nemen aan het bestuur of het beheer van, ofwel aan het toezicht over maatschappijen, nijverheids- of handelsinstellingen wordt echter geweigerd, tenzij bijzondere redenen bestaan, bijvoorbeeld familieredenen, waaromtrent alsdan de Minister beslist.

Arr. 6. — Vragen om handel te mogen drijven of om zaken te mogen waarnemen voor rekening van anderen of van maatschappijen, met inbegrip van samenwerkende maatschappijen, enz., moeten duidelijk worden opgesteld overeenkomstig de aanwijzingen van het bij dit bevel gevoegde formulier ; zij worden langs den hiërarchieken weg aan de overheid onderworpen.

Arr. 7. — Bedienden, die van eenige onvereenigbaarheid ontslagen werden, mogen geenerlei uitbreiding aan hunne zaken geven enz., vooraleer zij eene nieuwe toelating verkregen hebben.

(1) Handelszaken, die op 30 December 1898 *krachtens eene behoorlijke toelating* bestonden, kunnen behouden blijven.

De bepalingen van verwijzing (2) op bladz. 6 zijn op die handelszaken toepasselijk.

ART. 8. — Elken bediende die de bepalingen van de artikelen 3, § 7^o, en 7 overtreedt — hetzij door het oprichten van een handel waarbij eene drankslijterij behoort, hetzij door dergelijke slijterij bij een reeds bestaanden handel te voegen —, wordt de toelating tot het drijven van eenigerlei handel voorgoed onttrokken; ook kan hij, onverminderd andere straffen, bij ordemaatregel verplaatst worden (art. 23).

ART. 9. — Om te voorkomen dat de betrokken bedienden beweren dat zij dat niet geweten hebben, doen de onmiddellijke oversten de vragen om handel te mogen drijven of om eene handelszaak te mogen waarnemen, door de volgende verklaring aanvullen :

« Ik verbind mij, mijne handelsverrichtingen stipt te houden binnen de » beperkingen, die mij zullen aangewezen worden door de hogere overheid, » en mij volstrekt te onthouden van het verkoopen van eenigerlei drank » (bier, wijn of sterken drank) in 't groot, in 't halfgroot of in 't klein, op » straffe van de vergunning tot handel drijven, die mij mocht gegeven » worden, voorgoed te verliezen, en van verplaatsing bij ordemaatregel, » onverminderd andere straffen. »

Die verklaring wordt opgesteld in de taal welke de belanghebbenden 't best kennen (Vlaamsch, Fransch of Duitsch).

ART. 10. — De toelating tot het uitoefenen van een beroep, of het drijven of waarnemen van een handel, enz., kan te allen tijde ingetrokken worden; de belanghebbenden mogen ze niet inroepen bij verandering van standplaats, noch om zich aan hunne diensplichten te onttrekken.

ART. 11. — Een gedreven of waargenomen handel, enz., kan, zonder nieuwe toelating, naar eene andere verblijfplaats of naar een ander lokaal overgebracht worden, in zoover hij nog beantwoordt aan de voorwaarden, gesteld bij de oprichting van den eersten handel, en er geene andere redenen bestaan om de toelating te doen intrekken.

ART. 12. — De bedienden zijn gehouden het Beheer te verwitting zoodra zij den handel niet meer drijven of wel het bijzonder ambt niet meer vervullen, waarvoor zij de toelating hadden verkregen.

IV. — GEENE TOELATING NOODIG.

ART. 13. — De bedienden behoeven geene toelating te vragen :

1^o *Om een bij verkiezing verleend mandaat uit te oefenen, dat niet van staatkundigen aard is* (art. 3, § 1^o);

2^o *Om zich bezig te houden met sommige werkzaamheden, die eigenlijk geen beroep zijn*, als, bijvoorbeeld, het boekhouden, buiten diensttijd, doch niet voor personen die met het Beheer in betrekking zijn en wier belangen in strijd zijn met de belangen van het Beheer (art. 3, § 3^o).

Voor het medewerken, buiten diensttijd, aan *teekeningen of plans en bestekken*, inzonderheid door ambtenaren en tijdelijke of vaste bedienden van de technische diensten, is echter de voorafgaande toelating van de hogere overheid noodig, zoo het niet valt in het volstrekt verbod, bepaald bij artikel 3, §§ 4^o en 5^o.

ART. 14. — Het uitoefenen van een *beroep* door familieleden van een bediende van het Beheer, die bij hem inwonen, is evenmin aan eene toelating onderworpen, indien dat beroep geene handelsverrichting vergt, waardoor de bedoelde toelating noodig wordt (art. 16.)

V. — SAMENWONING VAN BEDIENDEN MET HANDELDRIJVENDE PERSONEN
VAN HUNNE FAMILIE.

ART. 15. — Aan gehuwde bedienden is het verboden samen te wonen met personen van hunne familie of van de familie hunner vrouw, *die eene drankslijterij houden* (1) (art. 3, § 7^o).

ART. 16. — De bedienden kunnen samenwonen met hunne *meerderjarige kinderen* of met *hunne vrij verklaarde minderjarige kinderen* VAN TEN VOLLE ACHTTIEN JAAR, of met andere leden van hunne familie, die handel drijven doch *geen drank verkoopen*.

Die gunst wordt echter maar toegestaan — op straffe van dadelijke intrekking — op de uitdrukkelijke voorwaarde dat noch de bedienden, noch hunne vrouw zich eenigerwijs met het verkoopen bezighouden, tenware zij de noodige toelating hebben bekomen.

ART. 17. — Het gebeurt dat bedienden, die in een Staatsgebouw gehuisvest zijn of die eene vergoeding voor huurprijs ontvangen, de toelating verlangen om leden hunner familie in huis te nemen, welke een vrij beroep uitoefenen.

Daar het onmogelijk is daaromtrent eene nauwe regeling te volgen, moeten de betrokken ambtenaars en bedienden zich, in ieder geval, in orde stellen; dartoe leggen zij hun toestand bloot in een verzoekschrift dat zij, langs den hiërarchieken weg, zenden aan het hoofd van het Departement, welk eene beslissing neemt.

VI. — VERHUREN VAN KAMERS OF APPARTEMENTEN.
HOUDEN VAN KOSTGANGERS.

ART. 18. — Aan bedienden, die niet gehuisvest zijn in een gebouw dat aan het Beheer behoort of door het Beheer wordt gehuurd, staat het vrij een gedeelte van hun huis in onderhuur te geven.

Ter wille van de tucht, is het echter verboden ondergeschikten of meer-

(1) De bedienden die, vóór de maand Juli 1897, samenwoonden met verwanten die herberg houden, mogen daar voort blijven wonen, maar op de uitdrukkelijke voorwaarde dat zij zich geenszins bemoeien met de drankslijterij en dat zij hunne vrouw en kinderen op volstrekte wijze buiten het lokaal houden waar de drankslijterij gedreven wordt.

Het spreekt vanzelf, dat de uitzondering, die uit welwillendheid werd verleend ten gunste van bestaande toestanden, terstond zou worden ingetrokken indien zij aanleiding mocht geven tot gegronde klachten of tot eenig bezwaar voor den dienst.

Onder de drankslijterijen zijn hier niet alleen begrepen de herbergen, koffieluizen, enz., maar ook de handelshuizen, zooals de kruidenierswinkels, waar men, het weze dan zelfs als bijzaak, bier, wijn of sterke dranken verkoopt in 't groot, in 't halfgroot of in 't klein.

deren te huisvesten en, wederheerig, bij hooger en lageren in rang te gaan wonen.

ART. 19. — Bedienden, die kostgangers houden, worden gelijkgesteld met restauratie-houders, wil zeggen dat zij als handelars beschouwd worden en, dat zij dus de bij artikelen 5 en 6 van dit bevel bedoelde toelating moeten vragen; het bepaalde bij artikel 18 geldt ook voor hen.

VII. — SAMENWERKENDE MAATSCHAPPIJEN.

ART. 20. — De bedienden hebben het recht samenwerkende verbruik-maatschappijen op te richten; de uitoefening van dat recht mag niet ver hinderd worden.

ART. 21. — Het is echter verkieslijk dat die maatschappijen onder Staats-bedienden tot stand komen.

Daarenboven is het noodig :

1^o Dat de samenwerkende maatschappijen zich elke handelsverrichting ontfeggen, dat is, elken verkoop aan niet-deelhebbende personen;

2^o Dat de ambtenaren en bedienden, die eenig gezag over het personeel voeren, zich onthouden van alle tussehenkomst die op de eene of andere wijze als eene drukking zou kunnen beschouwd worden;

3^o Dat de bedienden, die deel uitmaken van de comiteiten, zich met de zaken van de maatschappijen enkel bezighouden buiten hun diensttijd bij het Beheer;

4^o Dat de deelhebbenden zich wel wachten aan de maatschappijen, in dezer betrekkingen met het Beheer, eenig gemak of bijzonder voordeel te verleenen of te verschaffen.

Die aanbevelingen moeten stipt worden nageleefd; elke overtreding of elk ander verzuim wordt streng gestraft.

ART. 22. — Bedienden, die deelnemen aan het beheer van maatschappijen, waarvan al de leden tot het Departement behooren, hoeven daartoe geene toelating te vragen.

Op gemengde maatschappijen, wil zeggen maatschappijen waarvan ook personen deel uitmaken die niet tot het Departement behooren, is artikel 1 van dit bevel van toepassing, zoodat het aan het personeel verboden is aan het beheer dier maatschappijen deel te nemen, tenzij mits eene vooraf beko men toelating van den Minister.

De vraag om toelating moet altijd vergezeld gaan van een bijgehouden exemplaar van de statuten der maatschappij.

VIII. — VOORLOOPIGE OF TIJDELIJKE BEDIENDEN EN BEDIENDEN OP DE PROEF.

ART. 23. — Op voorloopige of tijdelijke bedienden en op bedienden op de proef zijn de regelen geldende in zake onvereenigbaarheid niet toepasselijk, behalve wat betreft de volgende verbodsbepalingen :

— Het uitoefenen van een ambt of beroep en het drijven of waarnemen van een handel, waardoor de achting, het volle vertrouwen dat de bedien den het publiek moeten inboezemen, zouden kunnen verminderen of waar-

door eenig bezwaar zou kunnen ontstaan voor de volkomen goede uitvoering van den dienst of onder elk ander oogpunt ;

— Het uitoefenen van bij verkiezing opgedragen mandaten van staatkundigen aard ;

— Het uitoefenen van het ambt van gemeentesecretaris ;

— Het boekhouden, het briefwisselen, enz. bij personen die met het Beheer in betrekking staan en wier belangen strijdig zijn met die van het Beheer ;

— Aannemingen voor rekening van particulieren en, inzonderheid, het toezicht over en het bestuur van bouwwerken ;

— Electriche inrichtingen voor rekening van derden ;

— Het deelnemen aan werkzaamheden betreffende de weddenschap op paardenloop, enz. ;

— Het medewerken, buiten diensttijd, aan teekeningen of plans en bestekken, tenzij van de hoogere overheid eene voorafgaande toelating is uitgegaan en in zoover de werkzaamheden niet vallen in het volstrekt verbod, hierboven voorzien.

Buiten die beperkingen, wordt de toestand der voorloopige of tijdelijke bedienden en der bedienden op de proef, in zake onvereenigbaarheid, eerst geregeld wanneer zij voorgoed in de kaders worden opgenomen (1).

IX. — TOEZICHT EN BESTRAFFING.

ART. 24. — De dienstbestuurders en de onmiddellijke oversten nemen al de maatregelen van toezicht, die zij gepast achten om zich onder andere te overtuigen dat de bedienden, die onder hun gezag staan, zich allen handel in dranken ontzeggen ; daartoe kunnen zij de overlegging vorderen van de belastingbrieven hunner onderhoorigen.

ART. 25. — Aan bedienden, die de bepalingen van dit bevel overtreden, kan de keuze worden opgelegd tusschen hunne betrekking bij het Beheer en het behoud van den handel dien zij drijven of waarnemen, enz., onverminderd zeer strenge bestraffing.

ART. 26. — Dienstbevel n^o 30 van 1898 is ingetrokken. Dat worde op die onderrichting geschreven, benevens nummer en datum van het tegenwoordig bevel.

Het Algemeen Bestuur,

J. BANNEUX.

(1) Tegenover bedienden, die deze nog onuitgegeven bepalingen overtreden hebben, moeten uit dien hoofde geen maatregelen genomen worden, maar zij behooren het hun opgedragen kiesmandaat onverwijld neer te leggen.

De bedoelde verbodsbepalingen gelden niet ten aanzien van de werklieden die buiten de inschrijvingslijsten worden aangeworven voor buitengewone of bij poozen benodigde werken.

Bijlage van dienstbevel n^o 6 van 1909.

Formulier voor de vragen om van de onvereenigbaarheid ontslagen te worden

(te schrijven op ongezegeld papier.)

Den Heer Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafieën.

« De ondergeteekende (naam, voornamen, rang, kantoor en dienst), verblijvende te, heeft de eer de gunst te vragen om ontslagen te worden van de onvereenigbaarheid, gesteld bij dienstbevel n^o 6 van 1909, ten einde op zijn naam (of, bij bemiddeling van een tussenpersoon), op naam van Daarna den aard van den handel, het bedrijf, enz. nauwkeurig omschrijven. Wanneer het kosteloze werkzaamheden of eene bezoldigde bediening geldt, zeggen: ten einde te mogen aanvaarden of waarnemen

» Aanvullen door de aanwijzing van den aard der werkzaamheden of der bediening, alsmede der gemeente waar zij moeten uitgeoefend worden en op welke uren. »

De vragen om een handel te mogen drijven, moeten daarenboven de volgende verklaring bevatten, in de taal die de belanghebbenden 't best kennen (Vlaamsch, Fransch of Duitsch).

« Ik verbind mij, mijne handelsverrichtingen stipt te houden binnen de beperkingen, die mij zullen aangewezen worden door de hogere overheid, en mij volstrekt te onthouden van het verkoopen van eenigerlei drank (bier, wijn of sterken drank) in 't groot, in 't halfgroot, of in 't klein, op straffe van de vergunning tot handeldrijven, die mij mocht gegeven worden, voorgoed te verliezen, en van verplaatsing bij ordemaatregel, onverminderd andere straffen.

» (Handteekening van den aanvrager.) »

Oordeel of aanmerkingen van den onmiddellijken overste en van den dienstbestuurder.

*
* *

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

Brussel, 4 Februari 1912.

Aan den heer Voorzitter van de Commissie voor de Nijverheid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

HEER VOORZITTER,

Ik heb de eer uwen brief van 28 Januari jongstleden te beantwoorden, betreffende een verzoekschrift van den Nationalen Bond van Bedienden en Reizigers in België, die zich beklagt over de concurrentie, door de ambte-

naren van de openbare besturen aangedaan aan de bedienden van de verschillende takken van handel en nijverheid.

Wat mijn Departement betreft, heb ik er geen weet van, dat de bijbetrekkingen, waarover de verzoekers zich beklagen, worden waargenomen op eene wijze die schade zou kunnen berokken aan de welbegrepen belangen van deze laatsten; derhalve ben ik van gevoelen dat voor het oogenblik geen initiatief dient te worden genomen.

Aanvaard, Heer Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister,

Paul BERRYER.

* * *

In den grond stemmen die antwoorden overeen.

Naar het gevoelen van de Commissie voor de Nijverheid moet het beginsel, zoowel voor den Staat als voor de gemeente en de provincie, luiden zooals de Minister van Landbouw en Openbare Werken herinnert : « Verbod aan de ambtenaren en beambten, om eenige winstgevende betrekking waar te nemen; hetzij zelf, hetzij onder den naam van hunne vrouw of van elken anderen tusschenpersoon, eenigen handel te drijven of deel te nemen in het bestuur of beheer van eenige nijverheidsmaatschappij of nijverheidsinrichting. »

Benevens dit beginsel moet er, bij de toepassing, rekening kunnen gehouden worden met de persoonlijke, plaatselijke, toevallige omstandigheden, waarbij in sommige gevallen kan afgeweken worden van den strengen regel.

Het hoofd van het ministerieel departement, voor de ambtenaren van den Staat, de bestendige deputatie voor de provinciale beambten, het schepencollege voor de gemeentebeambten, moeten voor elk geval dit verbod kunnen opheffen onder hunne verantwoordelijkheid.

De Commissie voor de Nijverheid deelde eenparig deze meening.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

JAN DE WINTER.



BIJLAGEN.

Antwerpen, 31 Januari 1912.

Aan den heer Verhaegen, lid van de Commissie voor de Nijverheid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

MIJNHEER,

De Bond van Bedienden en Reizigers in België had op zijn Congres, in September jongstleden te Charleroi gehouden, het volgende punt op zijne dagorde gebracht : « Bijbetrekkingen van ambtenaren ».

Dit punt werd bijzonder behandeld door onze afgevaardigden, ten gevolge van het onderzoek, waartoe zij in de jongste jaren waren overgegaan, en van de verslagen die zij daarover uitgebracht hadden.

De congresleden hadden dus aan de overheden gevraagd, dat het door eene wet aan de ambtenaren zou verboden zijn, zich met *handel* of *nijverheid* bezig te houden.

Wij vernemen dat de Commissie voor de Nijverheid van de Kamer deze rechtmatige eischen heeft onderzocht en U gelast heeft, eerst de verschillende ministers om inlichtingen te vragen en na te gaan welke misbruiken er mochten bestaan.

Onze Bond meent nuttig werk te verrichten door U hierbij het omstandig verslag over deze zaak toe te zenden; daardoor zult gij de verschillende soorten van ambtenaren, die ten onzen nadeele bijbetrekkingen waarnemen, nader leeren kennen.

Het Beknopt Verslag van het Congres van Charleroi is nog niet verschenen; wij betreuren dus het hieraan niet te kunnen toevoegen; wij zullen het U echter doen geworden, zoodra wij het ontvangen. Wij houden ons gaarne te uwer beschikking voor alle inlichtingen die U bij deze zaak mochten dienstig zijn.

Aanvaard, Mijnheer, de verzekering onzer hoogachting.

Namens *Unitas* :

De Schrijver,

CH. ASPESLAGH,

De Voorzitter,

P. VANDERAA.

HET WAARNEMEN VAN BIJBETREKKINGEN.

Daar dit vraagstuk een noodzakelijk belang oplevert voor de handelsbedienden, meenen wij nuttig werk te verrichten door het omstandig verslag, dat onze afgevaardigde, de heer Ch. Aspeslagh, op het Congres van den Bond, gehouden te Charleroi op 17 en 18 September laatstleden, heeft voorgedragen, hier *in extenso* over te nemen.

Wanneer wij de misbruiken openlijk aanklagen, leggen wij den vinger op eene sociale wonde, op een kanker die ongeneesbaar schijnt en zoo hevig woedt dat een groot deel der inkomsten, waarop wij terecht aanspraak maken, ons door de « cumularde » van allerlei soort wordt ontnomen. Dezen maken misbruik van hunnen bevoorrechten toestand om ons, handels- en nijverheidsbedienden, ongestraft te ontnemen plaatsen van boekhouder, schrijfwerk voor handelshuizen, voor verzekeringen, voor bouwondernemingen, voor den wijnhandel, den steenkolenhandel, alsmede de vertegenwoordiging van groeven, van mijnen, het leveren van benodigdheden voor de bestrating, enz., enz., kortom, ons werk, onze betrekking, het brood voor onze gezinnen. Inderdaad, de strijd is ongelijk; wij zijn bijgevolg overgegeven aan de willekeur van dezen of geven openbaren beambte of ambtenaar die eenmaal zin heeft op marode te gaan op het gebied van onze sociale bedrijvigheid. Reeds meer dan vijftien jaren strijden wij, maken wij verslagen op, houden wij vergaderingen en vragen wij dat het bestuur een onderzoek instelle in de legerdiensten en in de burgerlijke besturen; waaruit blijken zou: Dat tal van militaire beambten in werkelijken dienst en andere burgerlijke beambten werkzaam zijn, onder andere, in de bureelen van verzekeringsmaatschappijen en van banken, alsmede in handelshuizen.

Dat, sedert de overname van Congo, tal van officieren zich vroegtijdig op pensioen lieten stellen om als burgerlijke beambte op te treden in eene der koloniale vennootschappen, welke sedert werden opgericht;

Dat gemeentebeambten schrijfwerk verrichten in de handelshuizen of optreden als vertegenwoordiger of agent van nijverheidsondernemingen;

Dat onderwijzers de bediening van boekhouder vervullen;

Dat het evenzoo gaat in meest al de bureelen van de openbare diensten;

Daarenboven, dat tal van betrekkingen in banken, verzekeringsmaatschappijen, enz., worden bekleed door personen die ambtenaren of bedienden waren van den Staat, van de gemeente of van andere openbare instellingen en zich vroegtijdig op pensioen lieten stellen.

Het blijkt dat de misbruiken schier algemeen zijn, dat die heeren niet alleen bijbetrekkingen trachten te bekomen ten nadeele van de handelsbedienden en handelsreizigers, maar dat zij zelfs als handelsvertegenwoordigers optreden; het is reeds gebeurd dat beambten bouwstoffen, benodigdheden of koopwaren leverden aan de openbare besturen, waarbij zij hun ambt waarnamen, wat door de wet verboden is.

Dient het nog te worden herhaald (het ware beter te zeggen: geroepen) dat deze toestand hoogst nadeelig is voor de handelaars, de nijveraars, de

winkeliers en vooral voor ons, handels- of nijverheidsbedienden en handelsreizigers, dat wij van alle zijden worden vervangen, tegen verminderden prijs, door lieden die elders soms hooge wedden genieten en, uit hoofde van hunne officieele bediening, ontslagen zijn van het patentrecht dat op ons ambt drukt?

Ondanks al ons verzet, ondanks de herhaalde verzoekschriften die wij deden geworden aan onze volksvertegenwoordigers, aan de openbare machten, aan de Ministers en zelfs aan den Koning, neemt het leger der « cumulars » van dag tot dag in getalsterkte toe en streeft er naar om *al de takken van de handels- en de nijverheidsbedrijvigheid* der bevolking te bemachtigen !!!

Men zegge niet, zooals reeds gedaan werd, dat men « zich moet voorhouden omtrent de gevallen die zich te Antwerpen voordeden; dat deze stad op elk gebied eene bijzondere geestesgesteldheid bezit! enz. » De gevallen, die zich te Antwerpen voordeden, komen overal voor, doch natuurlijkerwijze in eene grootere mate in de groote handelssteden, in de groote nijverheidscentrums en bij het leger.

Trouwens, tijdens de besprekingen, welke hieromtrent plaats hadden in den Algemeenen Bondsraad, werd door leden uit de provincie aan de aanwezig zijnde collega's bekendgemaakt dat het waarnemen van bijbetrekkingen insgelijks woedde te Charleroi, te Brussel, te Schaarbeek, te Laken, zelfs te Borgerhout, en herhaaldelijk werd Unitas, zoowel uit het land als uit de stad zelf, gelukgewenscht om onze houding! Wij merkten insgelijks aan dat ook de beambten van het bestuur bijbetrekkingen bekleeden in het bestuur zelf en dat deze of gene bureeloverste optreedt als secretaris van deze of gene commissie. »

In den loop van gezegde besprekingen vernamen wij uit den mond van den afgevaardigde van den Nationalen Bond der Gemeenteambtenaren dat deze laatsten zich hebben verzet tegen de ongerijmde overwegingen van het besluit der Bestendige Deputatie van Antwerpen; dat zij zich willen onderwerpen aan elk verbod om bijbetrekkingen te bekleeden, mits de wedden het vereischte bedrag bereiken om zonder bijbediening te kunnen bestaan en *het waarnemen van bijbetrekkingen niet mag verboden worden zonder eene toereikende verhooging der jaarwedden.*

Anderdeels, wordt door een groep lagere bestuursbeambten, na het waarnemen van de bijbetrekkingen, die zij bekleeden, te hebben gerechtvaardigd, betreurd dat de burgerlijke beambten « ongelukkige collega's » aanvallen. Met hun verlof zullen wij deze heeren toch doen opmerken, dat de betrekkingen, welke zij als onhoudbaar en onzeker aanstellen, door menig een onder ons met erkentelijkheid zouden aanvaard worden; inderdaad, talrijk zijn de handels- en nijverheidsbedienden, talrijk de handelsreizigers die, na tien jaren dienst en ofschoon zij eene grondige middelbare geleerdheid en eene zeer ruime vakkennis bezitten, noch 150, noch 200 frank per maand winnen en daarenboven blootgesteld zijn aan de economische wisselvalligheden, aan ziekten, werkloosheid, enz. Moesten zij er aan twijfelen, zij nemen dan inlichtingen; graag zullen wij hun alle daartoe nuttige

aanwijzingen bezorgen ; zonder moeite zullen zij bevinden dat, in plaats van een « werk dat aanmoediging verdient » te rechtvaardigen, zij slechts een voor ons onuitstaanbaar misbruik, omdat wij de ongelukkige slachtoffers daarvan zijn, hebben bekend en verklaard !

De openbare beambte, die zijn vrijen tijd besteedt aan bezoldigde bezigheden, maakt inbreuk op de rechten van den bediende, den paria van het bedrijf, omdat hij aan dezen laatste althans een deel van zijn loon ontneeft.

Dat de openbare besturen een grooter aantal uren dienst opleggen aan hunne beambten en ze naar evenredigheid betalen, niets is billijker, niets is redelijker ; doch dat zij, anderdeels, aan hun personeel in werkelijken dienst evenals aan het personeel dat vroegtijdig op pensioen werd gesteld, uitdrukkelijk verbieden, hunne wedden aan te vullen ten koste en ten nadeele van de belastingschuldigen !

Laten wij ook vaststellen dat soms het waarnemen van bijbetrekkingen in schijn verboden is, doch dan geldt dit verbod alleen voor de lagere bedienden en voor de eenvoudige werklieden der besturen. Zelden gebeurt het dat handelsbedienden meer dan ééne betrekking bekleeden ; de patroons zouden dit met leede oogen aanzien en ze zijn over het algemeen niet zoo toegevend als de openbare besturen.

In denzelfden gedachtengang, zouden wij zonder moeite onze diensten bij de besturen kunnen aanbieden voor het overwerk dat vaak voorkomt, vooral in de groote steden, doch uit beginsel hebben wij het nooit gedaan.

Trouwens, het waarnemen van bijbetrekkingen werd niet toegelaten, het werd geduld ; wij moeten de afschaffing daarvan eischen, aan de beambten van het bestuur de zorg overlatend om hunne belangen te verdedigen zooals zij het goedvinden.

In onze besluitschriften moeten wij zeggen :

1° Elk openbaar bestuur behoeft te verbieden dat zijne ambtenaren en beambten zich bezighouden met elk ander werk dan dit waarvoor gezegde bestuur ze aangesteld heeft ; dat bestuur dient hun eene jaarwedde te verleenen, hoog genoeg opdat zij kunnen bestaan zonder hunne diensten ergens anders te moeten aanbieden ;

2° Wat de gepensioneerden betreft : in hun reglement dient een artikel opgenomen te worden, waarbij het aan elken bestuursbeambte, burgerlijken of militairen, die om gezondheidsredenen vroegtijdig op pensioen werd gesteld, verboden wordt zich bezig te houden met bureelwerk of op te treden als vertegenwoordiger van handelshuizen of nijverheidsinrichtingen.

Hadden wij in België, zooals dat in andere landen bestaat, eene bijzondere administratieve rechtsmacht, eene soort van disciplinaire rechtbank, dan zouden de besturen evenals de ambtenaren voldoende waarborgen daarin vinden ; doch zoo is 't niet gelegen te onzent. In België behoort het laatste woord aan den Minister die vooral een politiek man is ! Eene politieke macht heeft het recht, de beslissingen van de gemeenteraden en van de Bestendige Deputatiën te verbreken — deze beide instellingen zijn nochtans veeleer administratieve dan politieke machten.

En tot welken uitslag komt men aldus? Men begrijpt dat de Regeering de afzetting van een beambte niet goedkeuren kan, wanneer zij ten onrechte werd uitgesproken. Sommige pas verkozen besturen hebben al de beambten, door het vorig bestuur benoemd, afgezet om ze door andere beambten te vervangen.

Tegen dit misbruik teekenden de gemeenteambtenaren en gemeentebeambten terecht verzet aan; zij zijn er in geslaagd zich daartegen te beschermen dank zij de wet op de rechtszekerheid van de gemeenteambten. Doch in de gevallen, die zich voordeden, werd bevonden dat het recht om het waarnemen van bijbetrekkingen te beteugelen niet door de hogere macht wordt miskend, en, wanneer men bij ministerieele besluiten de beslissingen wijzigt of verbreekt, brengt men, zooals terecht werd gezegd, de anarchie tot stand in de besturen in het algemeen — en aldus zal elke beambte, die meer dan ééne bediening uitoefent, in beroep komen bij de politieke macht om de beslissingen van de bestuursoverheden te doen wijzigen! Het bestuur eener groote stad is dus niet mogelijk, wanneer de benoemde beambte niet volstrekt onderworpen is aan het verkozen hoofd. Wat voor gevolg heeft dat de beambte — een politieke vriend van den Minister — feitelijk onafhankelijk is van het bestuur en zelfs er boven staat.

Nemen wij, bij voorbeeld, het geval dat zich in 1910 voerde in den gemeenteraad van Antwerpen.

De gemeenteraad is van oordeel dat de gemeentebeambten al hunnen tijd en al hunne zorgen aan het bestuur verschuldigd zijn.

De beambte beweert integendeel vrijelijk de concurrentie te mogen aandoen aan de bewoners der stad, aan hen die hem betalen en, zooals te Antwerpen het geval is, hem ruimschoots betalen. Dat is eene uitsluitend administratieve quaestie.

En de openbare macht, het besluit der plaatselijke overheden wijzigend, verklaart dat, volgens hare meening, de beambte zich niet onderwerpen moet aan dezen louter administratieven maatregel!!

Wat in deze zaak is gebeurd, zal zich voordoen in andere. Tal van voorbeelden zou men kunnen aanhalen.

Dat is, zooals wij zegden, de anarchie: zij wordt in al de diensten (van de gemeenten, van de provinciën, van den Staat) ingevoerd, omdat gezegde besluiten het gezag ontnemen aan hen, die de verantwoordelijkheid dragen.

De Verslaggever,

CH. ASPESLAGH.

*
* *

Besluiten wat betreft het waarnemen van bijbetrekkingen.

Overwegende, dat de bedienden, reizigers en vertegenwoordigers op handels- en nijverheidsgebied in hunne stoffelijke belangen worden gekrenkt door de concurrentie welke hun wordt aangedaan door de ambtenaren en beambten van de openbare besturen;

Overwegende, dat deze beambten van het bestuur in een bevoorreen toestand verkeeren, waarbij het hun mogelijk is, aan de bedienden, reizigers en vertegenwoordigers op handels- en nijverheidsgebied plaatsen van boekhouder, schrijf- en bureelwerk, plaatsen van vertegenwoordiging, enz., te ontnemen, en wel met aanneming van een bespottelijk loon ;

Overwegende, dat hij, die meer dan ééne bediening te gelijker tijd bekleedt, deze of gene zijner betrekkingen onvermijdelijk moet verwaarloozen ; dat uit de ondervinding is gebleken dat de voornaamste bediening, de bestendige, verwaarloosd wordt ;

Drukt het Congres de wensch uit :

1^o Dat elk openbaar bestuur verbiede dat zijne ambtenaren en beambten zich bezighouden met elk ander werk dan dit waarvoor gezegd bestuur ze aangesteld heeft ; dat het bestuur hun eene jaarwedde verleene, hoog genoeg opdat zij kunnen bestaan zonder hunne diensten ergens anders te moeten aanbieden ;

2^o Dat in het reglement betreffende de gepensionneerden een artikel worde opgenomen, waarbij het aan elken bestuursbeambte, burgerlijken of militairen, die om gezondheidsredenen vroegtijdig op pensioen gesteld werd, verboden wordt zich bezig te houden met bureelwerk of op te treden als vertegenwoordiger van handelshuizen of nijverheidsinrichtingen.

Verzoekt het Parlement te onzen gunste tusschenbeide te komen en onverwijld eene wet aan te nemen, waarbij het aan de ambtenaren en beambten van de openbare besturen wordt verboden bijbetrekkingen te bekleeden.
